

JEAN-CLAUDE TRICHET

Président de la Commission trilatérale pour l'Europe, ancien président de la BCE

Ces ateliers sont habituellement très vivants et animés. L'intérêt que ces ateliers suscitent vient du fait que l'on peut échanger nos points de vue de façon complètement informelle, mais il est néanmoins indispensable de débiter la conversation par plusieurs remarques. Je vais vous présenter les intervenants qui délivreront ces remarques d'introduction.

Abdul Aziz Al Ghurair est directeur du conseil d'administration de Mashrek, directeur de la Fédération des banques des EAU et directeur de la Chambre de Dubaï. Il a donc de nombreuses responsabilités au-delà de l'enceinte de Mashrek. M. Ghurair siège également au conseil d'administration de l'Abdullah Al Ghurair Group of Companies, un des conglomérats les plus importants et les plus prospères des Émirats arabes unis et du Moyen-Orient, dont les opérations s'étendent sur 20 pays et dont les racines commerciales remontent à un demi-siècle.

Nous accueillons Raed Charafeddine, banquier central et commercial, ancien vice-gouverneur de la Banque centrale du Liban. Il a donc une expérience à la fois en banque commerciale et en banque centrale. Il est également un stratège international dans les domaines de la finance centrale, de la régulation, de la supervision et des marchés financiers. Il a une grande expérience dans le secteur public aussi bien que dans le secteur privé. Merci beaucoup d'avoir accepté l'invitation et d'être parmi nous.

Serge Ekué est président de la Banque ouest-africaine de développement. Monsieur le Président, c'est un honneur et un plaisir de vous accueillir. Il est président et directeur du conseil d'administration de la Banque ouest-africaine de développement depuis 2020. Avant cela, il était dans le secteur privé avec des responsabilités très importantes au Royaume-Uni, en Asie et en Afrique. Il a été impliqué dans toutes les activités bancaires commerciales et a été président-directeur général d'une banque à Hong Kong. Tout cela lui confère une expérience unique, à la fois publique et privée, et nous sommes ravis de l'accueillir.

Jean-Claude Meyer est Vice President International de Rothschild. Il a travaillé chez Lazar pendant un certain temps avant de rejoindre Rothschild. Il a également travaillé dans le secteur public en tant que conseiller de la DATAR, un bureau du Premier ministre français. Il a une expérience extraordinaire dans la banque d'investissement, ce qui complète parfaitement les profils des autres intervenants.

Enfin, nous avons également avec nous Jacques Michel, président de BNP Paribas Middle East and Africa pour la banque des entreprises et des institutionnels. Il occupe ce poste au sein de la BNP Paribas et il a beaucoup d'expérience. Il a été président-directeur général et responsable national de BNP Paribas India, a siégé au conseil d'administration de BNP



Paribas Asia Pacific, et avant cela, il a travaillé dans plusieurs banques commerciales, notamment à Hong Kong.

Je constate que nous avons une assez forte présence d'Hong Kong autour de cette table.

L'idée est, encore une fois, d'échanger des points de vue sur les questions en jeu de la façon la plus dynamique, la plus spontanée et la plus franche possible. Au vu des expériences et responsabilités des intervenants, j'ai pensé que nous pourrions nous concentrer sur la finance sous l'angle public et l'angle privé. Cependant, si quelqu'un souhaite partager ses idées sur des problèmes ou questions économiques plus larges, y compris la situation actuelle en termes d'inflation, ce serait tout à fait bienvenu, donc n'hésitez pas à dire ce que vous pensez être pertinent sur le sujet, et vous pouvez être aussi provocateur que possible pour générer une forte réponse du public. J'attends du public qu'il soit très réactif car tout l'intérêt de ces ateliers tient à l'échange et à l'enrichissement des débats grâce aux différents points de vue et aux différentes expériences.

Laissez-moi commencer par quelques mots. Je souhaite me conformer à mon rôle de modérateur et non d'intervenant au même titre que les autres, mais j'aimerais commencer par quelques remarques ciblées sur l'inflation. Clairement, pour comprendre la situation actuelle, il faut garder en tête que dans de nombreux pays, certainement dans les économies avancées, le principal problème des dix dernières années était une inflation anormalement basse. C'est le cas depuis la dernière grande crise économique de Lehman Brothers et cela a créé un risque de matérialisation de déflation aux États-Unis, au Japon, en Europe et dans toutes les économies avancées, sans exception. Cette situation constatée dans l'ensemble des économies avancées était très anormale, pas du tout habituelle et elle n'avait pas été observée depuis la Seconde Guerre mondiale, à part au Japon qui était très en avance sur ce point !

Les politiques accommodantes de toutes les banques centrales des économies développées étaient une conséquence de cette situation anormale. Nous avons évité la déflation dans tous les pays, mais nous avons eu une décennie de politique très accommodantes, par tous les moyens possibles, conventionnels et non conventionnels. Nous voyons à présent que nous sortons probablement de cette période très anormale et je dirais qu'à mon sens, c'est une bonne chose. C'est exactement ce que l'on attendait des politiques monétaires qui ont été décidées par les banques centrales au cours des dix dernières années. Par conséquent, je ne considère pas du tout que l'inflation soit une catastrophe ! Je pense avant tout que c'est exactement le but recherché par les banques centrales. De ce point de vue, c'est positif.

Ceci étant dit, il est positif que l'inflation sorte des niveaux trop bas, mais seulement si les prévisions sont ancrées au bon niveau sur le moyen et long terme. Comme vous le savez, nous avons, depuis la crise financière mondiale, une définition unique de la stabilité des prix ou de l'objectif en termes d'inflation dans les principales économies développées. Très souvent, je me rends compte que je suis pratiquement le seul à le dire, mais toutes les banques centrales des économies développées – le Japon, les États-Unis, le Royaume-Uni et la BCE, sans parler des autres – ont la même définition de la stabilité des prix, le même objectif, c'est-à-dire 2 % à moyen et long terme. Les politiques ont été révisées aux États-Unis et en Europe et il n'y a eu aucune remise en cause de cette définition de la stabilité des prix.



C'est une convergence d'analyses, une convergence remarquable car, une fois encore, nous avons un chiffre unique avancé par toutes ces banques centrales.

Je dois également mentionner que les quatre banques centrales évoquées émettent les quatre monnaies qui font partie du panier du DTS, avec le renminbi, et si le responsable de la banque centrale chinoise était à cette table, il dirait probablement que 2 % est plutôt un bon chiffre et représente plus ou moins ce qu'il a en tête. Il existe donc un consensus mondial très impressionnant pour tenter d'ancrer aussi solidement que possible les prévisions d'inflation à moyen et long terme autour des 2 %. Le dire est très facile, mais bien évidemment, s'assurer d'atteindre cet objectif et de parvenir à cette stabilisation des prévisions à moyen et long terme est bien plus ardu.

Je vais m'arrêter là, et simplement réitérer la totale liberté dont vous disposez pour vos remarques, que ce soit en termes d'économie, si vous avez des remarques sur ce sujet, ou en termes de finances, des responsabilités privées et publiques que vous avez exercées.